



# Résolution 2

## Réseau syndical International



**Ce que l'activité internationale doit apporter à notre syndicalisme :** Prendre en charge l'activité syndicale internationale ne signifie pas ignorer la réalité des équipes militantes, les préoccupations quotidiennes plus proches de l'entreprise, du service, de la localité que de toutes les régions du monde. Au contraire, il s'agit justement de faire en sorte que l'internationalisme s'inscrive dans cette activité quotidienne.

Il en est de l'international comme de l'interprofessionnel : on peut faire du syndicalisme en s'en passant, et des collectifs militants, des organisations syndicales vivent ainsi ; mais on ne peut pas prétendre construire et développer un syndicalisme de transformation sociale, anticapitaliste, féministe, antiraciste, écologiste, autogestionnaire, à travers le seul prisme professionnel et local.

Nombre d'organisations membres de l'Union syndicale Solidaires développent une activité internationale. Elle prend des formes diverses. Le Syndicat national des journalistes est, historiquement, très investi dans la Fédération internationale des journalistes. SUD-Rail a fait vivre un réseau Rail sans frontière, Co organisé une grève internationale, réalisé des tracts catégoriels internationaux avec des organisations d'autres pays, effectué des tournées syndicales internationales dans les services en Italie, en Espagne, en France, etc. SUD PTT anime une coordination syndicale dans les centres d'appels qui rassemble des organisations d'Europe, d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, permet d'appuyer les luttes, de s'opposer à la répression et de réfléchir ensemble à l'avenir du secteur. SUD Éducation a tissé des liens avec de nombreuses organisations à travers le monde et combat la marchandisation de l'éducation et de la recherche. Le SNUPFEN Solidaires est partenaire de plusieurs syndicats africains des eaux et forêts, ce qui permet un appui aux luttes et des échanges sur les politiques publiques menées (ou abandonnées) dans chaque pays. Les retraitées se coordonnent par delà les frontières, l'UNIRS publie un bulletin international et Sud Industrie a tissé des liens internationaux dans l'automobile.

Ces quelques exemples ici développés ne présentent pas une vue exhaustive. Des choses se font aussi dans des Unions départementales, notamment frontalières. La question internationale est importante. C'est évident en terme géopolitique, ça l'est autant dans les conséquences au sein des entreprises et des services.



Pour l'international, comme pour le reste, l'important est de faire, pas de commenter ; et de faire en n'oubliant jamais qu'il s'agit d'une démarche collective qui repose sur les équipes de terrain ! Du local à l'international, du professionnel à l'interprofessionnel, il n'y a ni sens unique ni hiérarchie ; c'est l'ensemble qui crée un syndicalisme utile aux travailleurs et travailleuses, tant vis-à-vis de la situation actuelle que dans la perspective d'émancipation sociale.

L'industrie numérique a été accaparée par quelques entreprises de ce type, qui organisent leur domination sur le monde à travers de nouveaux monopoles, prolongeant des formes de colonialisme. Elles accaparent des services, des productions dont certaines relèvent des biens communs (comme l'eau, la terre, les plantes et les savoirs médicaux). L'industrie numérique conduit à des bouleversements dans la production, dans le contrôle des salariées, dans la communication, et dans le fonctionnement même des sociétés en imposant ses propres règles du jeu, Elon Musk est le représentant le plus édifiant de cette industrie. Les délocalisations utilisent les inégalités économiques et les différences importantes des législations en termes de droit du travail, d'un pays à l'autre, à des fins stratégiques ; ces entreprises visent toujours l'accumulation et l'augmentation des profits. Bien entendu, les principales transnationales ont leurs sièges dans les pays du Nord et délocalisent les emplois dans les pays du Sud global (pays à bas coût), qui partagent en grande partie une histoire coloniale qui a laissé leurs économies et leurs sociétés exsangues.

Le chantage social, à la remise en cause de nos « conquies sociaux » (comme la protection sociale, les conventions collectives, le code du travail, le droit de grève) se fait souvent au nom de la mondialisation et de la mise en concurrence avec des salariées des pays du Sud global où le rapport de forces est défavorable aux travailleurs et travailleuses.

### **Travailler ensemble à l'échelle internationale.**

**Solidaires inscrit son projet syndical dans une perspective de transformation sociale en rupture avec le capitalisme, et le colonialisme tels qu'ils se déploient dans le monde, avec ce qu'ils engendrent d'exploitation et d'oppressions des êtres humains, de prédation de la planète et du vivant, d'inégalités et de discriminations.**



C'est pourquoi, en mars 2013, sur la base des orientations et pratiques syndicales communes des unions syndicales Solidaires en France, de la CGT en Espagne et de la CSP-Conlutas au Brésil, la RSISL (Réseau Syndical International de Solidarité et de Luttés) est né de la nécessité d'unifier les travailleurs et les luttes populaires et sociales contre les attaques des gouvernements et des patrons du monde entier.

Travailler à l'échelle internationale, est tout simplement indispensable quand on est dans le même secteur, la même multinationale, ou dans la même activité entre donneurs d'ordre et sociétés sous-traitantes. Les exemples sont nombreux des entreprises qui délocalisent, sous-traitent des activités dans tel ou tel pays, achètent des usines qu'elles déplaceront dès qu'une



possibilité de rentabilité sera meilleure ailleurs (industries, raffineries, télé services...). De véritables actions concertées ont eu lieu, des actions de solidarité quand une grève avait lieu comme en Grèce en février 2024 à Téléperformance, Foundever, TTEC et Webhelp par exemple.

La construction et la consolidation du **Réseau syndical international de solidarité et de luttes (RSISL)** sont très importantes, dans un monde dans lequel l'économie est de plus en plus globalisée. Nous devons affronter ensemble les entreprises et le système capitaliste qui, eux, internationalisent leurs affaires. Ceci exige le développement d'actions de solidarité active (comme par exemple chez Renault ou Valéo), d'actions et campagnes coordonnées au niveau mondial, que ce soit par catégories, secteurs, pays, continents. Il nous incombe d'impulser à travers chacune de ses luttes, une orientation anticapitaliste. Nous voulons renforcer, élargir, rendre plus efficace, un réseau du syndicalisme combatif, de luttes et démocratique, autonome, indépendant des patrons et des gouvernements, anticapitaliste, féministe, écologiste, internationaliste, construisant le changement par les luttes collectives, combattant toutes les formes d'oppression (racisme, homophobie, xénophobie, etc...) Nous avons des objectifs concrets, des engagements communs. C'est ensemble que nous les définissons et que nous les mènerons à bien.

### **Les enjeux du travail syndical dans les multinationales**

Les multinationales, aussi appelées entreprises transnationales, sont des sociétés qui produisent et vendent dans plusieurs pays. Avec la mondialisation, elles jouent un rôle majeur dans l'économie mondiale.

Mais cette organisation internationale du travail pose de nombreux défis aux syndicats, dont la mission est de défendre les droits et les conditions de travail des salariés.

Quelques questions que l'on doit se poser :

Pourquoi les multinationales rendent l'action syndicale plus complexe et comment y faire face ?

Quels sont les principaux enjeux sociaux et économiques et les moyens à notre disposition ?

Comment adapter notre syndicalisme de lutte à l'échelle mondiale ?

### **Les multinationales de l'industrie : Un vrai défi pour Sud Industrie**

Les multinationales (et certains de leurs dirigeants) disposent d'un pouvoir économique considérable. Elles ont parfois un chiffre d'affaires (et une fortune) supérieurs au PIB de certains États.

Elles peuvent :

- 1 - Délocaliser leurs usines vers des pays où les salaires sont plus faibles et les travailleurs peu organisés.
- 2 - Mettre en concurrence les travailleurs de différents pays avec l'arme de la productivité / rentabilité.
- 3 - Profiter de législations sociales moins protectrices voir de régimes dictatoriaux.



On parle parfois de **dumping social** : pour rester compétitif, on réduit les coûts du travail, ce qui peut entraîner une baisse des salaires ou des protections sociales.

Pour les syndicats nationaux (comme Solidaires et Sud Industrie), cela pose un problème majeur : leur action est limitée aux frontières d'un pays, alors que l'entreprise, elle, agit à l'échelle mondiale.

### **Imposer des normes sociales internationales**

Les droits du travail varient beaucoup d'un pays à l'autre.

Dans certains États : La liberté syndicale est restreinte ; Les grèves sont interdites ; Les salaires minimums sont très bas. Pour répondre à cela, des organisations internationales jouent un rôle essentiel, comme la Confédération syndicale internationale et l'Organisation internationale du travail. Mais elles restent dans les domaines fixés par les états, souvent loin du terrain et restent très réformistes.

L'OIT, par exemple, élabore des **conventions internationales** sur : la liberté syndicale ; l'interdiction du travail forcé ; la lutte contre le travail des enfants ; l'égalité professionnelle  
L'enjeu est de faire respecter ces normes partout dans le monde et c'est là que peut intervenir RSISL qui n'hésite pas à organiser et rendre visible des luttes parfois massives comme au Brésil dans l'automobile avec le syndicat CSP Conlutas, etc.

### **Contrôler toute la chaîne de production**

Surtout il ne faut pas oublier que les multinationales de l'industrie fonctionnent souvent avec des **sous-traitants**. Le siège social peut être en Europe ou dans un paradis fiscal ; La production en Asie ou en Afrique du Nord ; L'assemblage ailleurs.



Même si l'entreprise principale respecte plus ou moins les droits sociaux, ce n'est pas souvent le cas des fournisseurs.

L'un des grands enjeux syndicaux est donc d'imposer des règles dans **toute la chaîne d'approvisionnement**, pas seulement au siège de l'entreprise.

### **Réduire les inégalités Nord / Sud**

Les écarts de salaires entre pays développés et pays en développement sont importants.

Dans certains pays : les travailleurs gagnent très peu ; la protection sociale est faible ; les militants syndicaux peuvent être menacés

### **Le syndicalisme international doit donc :**

- Etablir des contacts et soutenir les syndicats locaux
- dénoncer les violations des droits humains en manifestant devant les sièges sociaux
- Aider à la lutte pour des conditions de travail, des salaires et des libertés syndicales alignés sur les pays où ils sont les meilleurs

C'est une question de justice sociale globale et cela mettra un frein à la mise en concurrence des salariés.

### **S'adapter aux nouvelles formes de travail**

Aujourd'hui, les grandes entreprises transforment l'organisation du travail : robotisation, IA, etc. Face à ces défis, Sud Industrie doit développer plusieurs stratégies : créer ou accentuer les coopérations et liens avec des syndicats d'autres pays, pousser à des accords-cadres internationaux signés avec certaines multinationales, mettre en place des campagnes médiatiques pour dénoncer certaines multinationales, et s'il le faut ne pas hésiter à construire des luttes coordonnées dans plusieurs pays.

L'objectif est de mondialiser la défense des droits sociaux, tout comme l'économie s'est mondialisée.

Le travail syndical dans les multinationales est confronté à des enjeux majeurs : la mondialisation des entreprises ; la concurrence entre travailleurs ; les inégalités internationales ; les transformations numériques

Le défi principal pour Sud Industrie est clair :



### **Comment garantir des droits sociaux universels et éviter les mises en concurrence des travailleurs dans une économie mondialisée dominée par les multinationales ?**

Le syndicalisme doit donc s'adapter, coopérer à l'échelle internationale et défendre des normes communes pour protéger les travailleurs partout dans le monde. La Commission internationale, RSISL sont pour Solidaires et pour Sud Industrie des outils indispensables pour se donner

les moyen de peser sur les multinationales, mais encore faut-il pouvoir / vouloir s'y investir.

Mais pour pouvoir s'y investir efficacement et être porteur de propositions, il faut que les équipes de Sud industrie des mêmes groupes et avec les équipes implantées chez leurs sous-traitants se coordonnent et développent un travail commun.

Pour cela, la commission internationale de Sud Industrie doit être renforcée.